

Document:-  
**A/CN.4/SR.432**

**Compte rendu analytique de la 432e séance**

sujet:  
**Autre sujets**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1958, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

### Election du Bureau

10. Le PRÉSIDENT prie les membres de la Commission de proposer des candidats aux fonctions de président.

11. M. SANDSTRÖM propose d'élire M. Pal, dont tous les membres de la Commission connaissent les qualités de juriste.

12. M. MATINE-DAFTARY appuie cette proposition.

13. M. TOUNKINE, sir Gerald FITZMAURICE, M. EL-ERIAN, M. EDMONDS, M. BARTOS, M. AMADO, M. VERDROSS et M. SCHELLE appuient également la proposition.

*A l'unanimité, M. Pal est élu président et prend place au fauteuil présidentiel.*

14. Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission de l'honneur qu'ils lui ont fait et les invite à proposer des candidats aux fonctions de premier et second vice-président et de rapporteur.

15. M. CARCIA AMADOR félicite le Président de son élection et propose d'élire M. Amado premier vice-président, M. Tounkine second vice-président et sir Gerald Fitzmaurice rapporteur.

*A l'unanimité, M. Amado est élu premier vice-président.*

*A l'unanimité, M. Tounkine est élu deuxième vice-président.*

*A l'unanimité, sir Gerald Fitzmaurice est élu rapporteur.*

La séance est levée à 16 h. 5.

### 432<sup>e</sup> SÉANCE

Mardi 29 avril 1958, à 9 h. 45.

Président : M. Radhabinod PAL.

#### Déclaration du représentant du Secrétaire général

1. Le PRÉSIDENT, au nom de la Commission, souhaite la bienvenue à M. Stavropoulos, conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies chargé de représenter le Secrétaire général.

2. M. STAVROPOULOS, représentant du Secrétaire général, a l'agréable devoir de transmettre à la Commission du droit international les nombreux éloges exprimés au sujet de ses travaux au cours de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui vient de se tenir. Le fait que la grande majorité des articles du projet de la Commission ont été adoptés sans changement appréciable accroît beaucoup l'autorité des travaux des Nations Unies dans le domaine de la codification et du développement du droit international, et il félicite la Commission de son œuvre.

3. Le PRÉSIDENT, après avoir remercié le représentant du Secrétaire général de ses aimables paroles, dit

combien la Commission apprécie l'appui que d'autres organes des Nations Unies lui ont prêté dans la tâche capitale qu'elle poursuit et qui vise à soumettre les nations du monde à l'autorité du droit international.

4. Sir Gerald FITZMAURICE rend hommage à M. Stavropoulos qui a lui-même contribué de façon remarquable au succès de la récente Conférence. A plusieurs reprises, alors que la Conférence était sur le point d'échouer en raison du poids de sa tâche, de la lenteur avec laquelle elle s'était mise au travail et de la multiplicité des amendements sur lesquels elle devait se prononcer, les ressources de son esprit et sa détermination ont empêché ce qui aurait pu être une véritable déroute.

5. Les débats de la Conférence ont permis de voir clairement combien il est difficile de rédiger des clauses dans des assemblées nombreuses et qu'il importe donc de disposer comme base de travail d'un texte bien préparé. La Conférence a été favorisée par le sort à cet égard ; étant donné le nombre des articles et le nombre des délégations, on pouvait réellement s'attendre à ce que les amendements soient beaucoup plus nombreux, et le fait qu'ils ne l'ont pas été prouve que la Commission s'est bien acquittée de son travail préparatoire et qu'il est souhaitable qu'elle continue de préférer la qualité à la quantité.

#### Adoption de l'ordre du jour (A/CN.4/112)

6. Le PRÉSIDENT appelle l'attention de la Commission sur l'ordre du jour provisoire (A/CN.4/112) qui a été établi conformément à la décision prise à la neuvième session <sup>1</sup>.

7. M. SANDSTRÖM indique que le manque de temps l'a malheureusement empêché de préparer, suivant le désir de la Commission, un rapport sur la diplomatie *ad hoc*, mais il a rédigé un rapport, qui sera prochainement distribué <sup>2</sup>, en prenant pour base les observations que les gouvernements ont présentées concernant le projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques adoptés à la neuvième session.

8. M. EL-ERIAN rappelle qu'à la douzième session de l'Assemblée générale, la question de l'accélération des travaux de la Commission a de nouveau été soulevée à la Sixième Commission. Il avait fait observer — comme M. Khoman — que les travaux de la Commission du droit international étaient nécessairement lents, en raison même de leur nature, et, ainsi qu'il l'avait assuré à la Sixième Commission, la Commission du droit international savait fort bien qu'il est souhaitable de procéder plus rapidement toutes les fois qu'elle en a la possibilité. Les membres de la Sixième Commission qui ont soulevé la question sont des partisans chaleureux de la Commission du droit international, ils connaissent parfaitement les efforts qu'elle déploie déjà à cet égard et s'en remettent volontiers à elle pour toute décision à prendre en la matière, mais en raison des assurances qui ont été données, M. El-Erian espère que la Commission du droit international pourra consacrer à cette question une ou deux séances de la session actuelle.

<sup>1</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 9, par. 25.

<sup>2</sup> Distribué ultérieurement sous la cote A/CN.4/116.

9. Le PRÉSIDENT signale que la Commission a déjà décidé, à sa neuvième session <sup>3</sup>, de procéder à un nouvel examen de la question, qui interviendra dans le cadre du point 8 (Organisation des travaux futurs de la Commission).

10. M. ŽOUREK indique que, le moment venu, il va présenter son rapport sur les vues exprimées à l'Assemblée générale sur l'organisation des travaux de la Commission du droit international, comme, en sa qualité de Président de la Commission <sup>4</sup>, il s'est engagé à le faire à la douzième session de l'Assemblée générale.

11. Il désire signaler en outre que, durant son séjour à New-York, il a reçu la visite de l'observateur permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui s'est adressé à lui pour s'enquérir des possibilités que le Gouvernement suisse pourrait avoir pour participer à la préparation de la codification du droit international et, en particulier, de la possibilité de présenter des observations sur les projets d'articles élaborés par la Commission du droit international. M. Žourek a promis de saisir la Commission du point soulevé par l'observateur permanent de la Suisse et il serait donc reconnaissant à la Commission d'examiner cette question au moment opportun.

12. M. STAVROPOULOS, représentant du Secrétaire général, signale que le Secrétaire général a reçu une demande analogue du Gouvernement suisse, qui a fait valoir que la Commission formulait les principes du droit international et non seulement les principes du droit régissant les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et que les Etats non membres devaient donc avoir le même droit qu'eux de présenter des observations touchant ses propositions. La demande a été transmise au Secrétaire de la Commission, qui en saisira sans aucun doute la Commission, le moment venu.

13. M. GARCÍA AMADOR est d'avis que si la question de l'accélération des travaux de la Commission doit être examinée dans le cadre du point 8, il convient d'aborder ce point le plus tôt possible afin que la décision de la Commission à cet égard puisse être appliquée à la présente session.

14. Le PRÉSIDENT croit que la Commission devrait examiner cette partie du point 8 en séance privée, dès que le Secrétariat pourra lui fournir tous les renseignements nécessaires. Cette réserve faite, il demande si la Commission est disposée à adopter l'ordre du jour provisoire.

15. M. AGO est entièrement d'accord avec sir Gerald Fitzmaurice : la Commission doit préférer la qualité à la quantité. Pour lui, elle ne peut espérer examiner à la session actuelle toutes les questions de fond qui figurent à l'ordre du jour provisoire et, à son avis, il devrait être entendu que si elle les inscrit à l'ordre du jour, c'est seulement pour se réserver la possibilité, une fois achevés ses travaux sur la procédure arbitrale et les relations et immunités diplomatiques, de choisir parmi les points restants ceux dont elle voudra aborder l'examen.

<sup>3</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 9, par. 29.

<sup>4</sup> Ibid., douzième session, Sixième Commission, 513<sup>e</sup> séance.

16. M. GARCÍA AMADOR pense que l'idée ne vient à personne que la Commission puisse achever à la présente session ses travaux sur les cinq questions de fond inscrites à l'ordre du jour provisoire. Toutefois, la Commission a toujours compris dans son ordre du jour toutes les questions qui figuraient à son programme de travail. Cela ne signifie pas qu'elle les étudie obligatoirement toutes chaque année : l'œuvre de la Commission progresse par étapes et il est d'ordinaire possible de faire avancer chaque année d'une étape les travaux sur chaque sujet, mais il est préférable de laisser « reposer » certaines questions l'espace d'une année environ, lorsqu'elles ont atteint un stade particulier.

17. M. FRANÇOIS souligne qu'à l'Assemblée générale, on a fait ressortir les liens étroits qui existent entre les relations et immunités diplomatiques et les relations et immunités consulaires, et qu'on a exprimé l'espoir que les projets de la Commission sur ces deux sujets pourraient être soumis en même temps à l'Assemblée générale. Il se demande donc s'il ne serait pas préférable d'aborder les relations et immunités consulaires à la session actuelle et de laisser de côté la responsabilité des Etats et le droit des traités, matières qui exigeront une grande somme de travail.

18. Pour sir Gerald FITZMAURICE, il s'agit en réalité de deux questions distinctes : d'une part, le nombre des sujets qui doivent être étudiés à une session et, d'autre part, le rang de priorité à donner à chaque sujet en vue de la présentation d'un texte à l'examen de l'Assemblée générale.

19. La Commission a consacré une grande partie de sa session précédente à la question des relations et immunités diplomatiques, afin d'être en mesure de communiquer un texte aux gouvernements pour qu'ils formulent leurs observations. Mais la question n'a pas encore été discutée de façon approfondie et il n'y a pas de projet à adresser aux gouvernements en cette matière. Pour présenter simultanément des textes sur les deux sujets à l'Assemblée, il faudrait donc retarder indûment le dépôt du projet sur les relations diplomatiques qui, autrement, pourrait sans aucune difficulté être prêt à temps pour que l'Assemblée puisse l'examiner à sa treizième session.

20. En revanche, sir Gerald Fitzmaurice ne voit aucune objection à ce que la Commission attribue aux relations consulaires un rang de priorité suffisant pour mettre le projet au point à sa onzième session, le communiquer ensuite aux gouvernements pour observation et établir un projet définitif qui serait soumis à l'Assemblée une année plus tard.

21. Il pense, comme M. García Amador, qu'il n'est pas judicieux de traiter seulement un ou deux sujets à chaque session. Il est indispensable d'avoir plusieurs travaux en chantier, afin de présenter une suite régulière de projets à l'Assemblée et de ne pas être pris au dépourvu par l'absence d'un rapporteur chargé d'un sujet prioritaire. D'autre part, maintenant que les travaux de la Commission sont publiés, les lecteurs seraient déçus si les comptes rendus de ses séances ne concernaient que deux sujets par session. Il préférerait donc que la Commission s'entienne à la pratique actuelle.

22. Pour ce qui est du droit des traités, il aimerait que la Commission lui réserve un certain temps à la session actuelle. Toutefois, c'est un vaste sujet et il serait plus facile à traiter si l'on en examinait séparément les parties qui constituent ses subdivisions naturelles. La Commission pourrait donc essayer de terminer l'étude de l'une de ses parties (évidemment pas au cours de cette session), afin de soumettre un projet sur la question aux gouvernements, puis à l'Assemblée générale.

23. M. LIANG, secrétaire de la Commission, reconnaît qu'en raison de la nature des deux sujets — relations diplomatiques et relations consulaires — il semble logique de les rapprocher davantage qu'ils ne le sont à l'ordre du jour provisoire. De fait, l'idée de présenter simultanément les projets de convention sur les deux questions a reçu un accueil chaleureux au cours des débats de la Sixième Commission de l'Assemblée générale. Toutefois, à sa neuvième session, la Commission du droit international a abordé l'ensemble du problème sur un plan différent : elle a tenu compte du degré de maturité des divers sujets et a préféré activer l'examen de deux d'entre eux dont la préparation est la plus avancée.

24. Bien que certains aspects du droit des traités et de la question de la responsabilité des Etats n'aient pas encore été étudiés, diverses parties de ces sujets sont en état d'être examinées. Un chapitre du droit des traités — l'élaboration des traités — sur lequel sir Gerald Fitzmaurice a présenté un rapport en 1956<sup>5</sup> et sur lequel le Secrétariat a publié une documentation étendue, peut être prêt et soumis à l'Assemblée sous forme de projet d'articles d'ici deux ans, c'est-à-dire avant la question des relations consulaires, qui ne se prête pas à une étude par sections.

25. M. VERDROSS fait observer qu'il est indispensable, vu que les deux projets sur la procédure arbitrale et les relations diplomatiques étaient si avancés, que la Commission les revoie à la lumière des observations des gouvernements, afin de les soumettre sans retard à l'Assemblée. Si elle se saisit d'abord de la question des relations consulaires, il se pourrait que les deux autres projets ne soient pas prêts à temps. Il serait utile de procéder à des débats généraux sur les autres sujets, dont l'étude est moins avancée.

26. M. YOKOTA pense que les membres de la Commission paraissent s'accorder, dans l'ensemble, à reconnaître qu'il faut, d'une part, préparer le projet sur la procédure arbitrale en vue de le soumettre sans retard à l'Assemblée et, d'autre part, activer la révision du projet relatif aux relations diplomatiques dans le même but. Ces deux tâches achevées, la Commission pourra voir si, compte tenu du temps dont elle disposera encore, elle doit examiner rapidement les trois autres sujets ou en étudier un en détail. Ce serait la méthode la plus pratique à suivre.

27. M. TOUNKINE est d'avis que la Commission devrait s'en tenir à sa méthode habituelle et laisser à l'ordre du jour toutes les questions qui y sont énumérées, même si elle n'en examine que deux. Les projets sur

la procédure arbitrale et les relations diplomatiques devraient être achevés, mais il serait très utile de consacrer des débats généraux aux trois autres sujets.

28. En ce qui concerne l'ordre de priorité, le point 3 (Relations et immunités diplomatiques) et le point 6 (Relations et immunités consulaires) sont connexes, sans aucun doute, mais ils n'en constituent pas moins des sujets distincts. Ils formeraient une matière beaucoup trop vaste s'ils étaient étudiés ensemble, et la présentation du projet sur les relations diplomatiques en serait indûment retardée. Il propose donc d'approuver l'ordre du jour sous sa forme actuelle, étant entendu que la Commission achèvera l'étude des points 2 (Procédure arbitrale) et 3 (Relations et immunités diplomatiques) et consacrera des débats généraux aux points 4 (Droit des traités), 5 (Responsabilité des Etats) et, si faire se peut, 6 (Relations consulaires).

29. M. GARCÍA AMADOR pourrait appuyer la proposition de M. Tounkine si l'ordre des points 5 et 6 était inversé.

30. M. SANDSTRÖM fait observer qu'il est difficile de prendre une décision quant aux autres sujets, avant que la Commission sache combien il lui faudra de temps pour achever les projets relatifs à la procédure arbitrale et aux relations diplomatiques.

31. M. AMADO pense aussi qu'il convient de terminer d'abord les travaux sur les deux sujets dont l'étude est presque entièrement achevée. La Commission pourrait ensuite aborder la question du droit des traités et voir combien il lui restera de temps pour les autres. Comme la question de la responsabilité des Etats évolue constamment, il n'y aurait aucun inconvénient à retarder légèrement la présentation d'un projet s'y rapportant.

32. M. ŽOUREK, se référant à la suggestion de M. François, dit que les relations et immunités diplomatiques et les relations et immunités consulaires étant des sujets parallèles que certains membres de la Sixième Commission de l'Assemblée générale désirent examiner simultanément, il y a de bonnes raisons de les séparer le moins possible en les étudiant. D'autre part, l'étude de la question des relations diplomatiques est beaucoup plus avancée que celle des relations consulaires, bien que le rapport du Rapporteur spécial sur la diplomatie *ad hoc* ne soit pas encore terminé.

33. Peut-être la Commission pourrait-elle examiner à cette session les points les plus importants de la question des relations consulaires afin qu'elle soit en mesure d'adopter un projet provisoire à sa prochaine session, en même temps que son projet sur la diplomatie *ad hoc*. On pourrait renverser l'ordre d'examen des points 5 et 6 puisque le rapporteur spécial sur la responsabilité des Etats l'accepte.

34. Le PRÉSIDENT, répondant à une question de M. BARTOS, indique que l'inscription de nouvelles questions au programme de travail de la Commission peut être examinée dans le cadre du point 8 de l'ordre du jour provisoire.

35. La Commission est saisie de deux suggestions qui impliquent une modification des numéros affectés aux points de l'ordre du jour provisoire. Toutefois, comme rien n'empêche de modifier leur rang, l'ordre du jour

<sup>5</sup> *Annuaire de la Commission du droit international*, 1956, vol. I (publication des Nations Unies, no de vente: 1956.V.3.Vol.II), document A/CN.4/101.

peut fort bien être adopté sous sa forme actuelle, réserve faite de tout changement qui pourra se révéler souhaitable.

*Il en est ainsi décidé.*

*L'ordre du jour (A/CN.4/112) est adopté.*

#### **Déclaration de M. Tounkine**

36. M. TOUNKINE appelle l'attention sur l'injustice commise à l'égard de la République populaire de Chine. C'est une offense au droit international qu'un pays de quelque six cents millions d'habitants, qui se consacre activement à la création d'une nouvelle société socialiste et d'un nouveau système juridique, ne soit pas représenté au sein de la Commission.

37. Le PRÉSIDENT déclare que la Commission prend acte de la déclaration de M. Tounkine.

La séance est levée à 11 h. 20.

### **433<sup>e</sup> SÉANCE**

*Mercredi 30 avril 1958, à 9 h. 45.*

*Président : M. Radhabinod PAL.*

#### **Nomination à un siège devenu vacant après élection (art. 11 du statut)**

[Point 1 de l'ordre du jour]

1. Le PRÉSIDENT annonce qu'en séance privée, la Commission a élu à la majorité M. Ricardo J. Alfaro, de nationalité panaméenne, au siège rendu vacant par la démission de M. Jean Spiropoulos à la suite de son élection à la Cour internationale de Justice.

#### **Procédure arbitrale : résolution 989 (X) de l'Assemblée générale (A/CN.4/113)**

[Point 2 de l'ordre du jour]

##### **DISCUSSION GÉNÉRALE**

2. Le PRÉSIDENT rappelle qu'à sa neuvième session, la Commission a examiné la procédure arbitrale<sup>1</sup> à la lumière de la résolution de l'Assemblée générale 989 (X) en date du 14 décembre 1955.

3. La Commission a décidé<sup>2</sup> de présenter le projet sur la procédure arbitrale non pas sous la forme d'une convention, mais comme un ensemble de règles propres à guider les Etats lorsqu'ils rédigeront des dispositions destinées à figurer dans les traités internationaux ou dans les compromis. Sur cette base, la Commission a examiné certains des articles essentiels du projet révisé que le Rapporteur spécial a présenté dans son rapport<sup>3</sup> et elle a adopté un certain nombre de décisions.

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session, Supplément n° 9*, par. 18 et 19.

<sup>2</sup> *Annuaire de la Commission du droit international, 1957, vol. I (publication des Nations Unies, n° de vente: 1957.V.5.Vol.I), 419<sup>e</sup> séance, par. 43.*

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. II (publication des Nations Unies, n° de vente: 1957.V.5.Vol. II), document A/CN.4/109.

4. Le rapporteur spécial a rédigé un nouveau rapport qui tient compte des décisions que la Commission a prises à sa neuvième session.

5. M. SCHELLE, rapporteur spécial, présente son modèle de projet et son rapport sur la procédure arbitrale (A/CN.4/113).

6. Il comprend parfaitement les obstacles auxquels se heurtent les gouvernements en ce qui concerne les conventions d'arbitrage. Ces difficultés se rattachent aux concessions touchant la souveraineté qu'un engagement d'arbitrage peut impliquer. Elles sont à l'origine de bien des critiques exprimées à la Sixième Commission de l'Assemblée générale à l'égard du projet sur la procédure arbitrale adopté par la Commission en 1953<sup>4</sup>.

7. Or, les mêmes difficultés ne se présentent plus dans le cas du modèle de projet sur la procédure arbitrale. Quand il aura été approuvé par la Commission sous sa forme définitive et qu'il sera soumis à l'Assemblée générale, ce projet ne constituera pas une convention d'arbitrage mais simplement un ensemble de règles proposées aux Etats pour les guider. Les Etats resteront libres d'utiliser le modèle en totalité ou en partie, ou de recourir à d'autres procédures.

8. Pour préciser la situation, l'ordre des articles a été changé. L'article concernant le compromis qui, dans le projet de 1953 était l'article 9, est maintenant l'article 2 et vient immédiatement après l'article relatif à l'engagement d'arbitrage (art. 1<sup>er</sup>). L'article qui traite de la constitution du tribunal (art. 4) est placé moins en évidence. Par conséquent, dans le nouveau texte l'accent est mis sur la conclusion du compromis plutôt que sur la constitution du tribunal arbitral.

9. Le rapporteur spécial a modifié l'article relatif à l'arbitrabilité des différends (article 3) pour prendre en considération les observations des gouvernements et les remarques faites à la Sixième Commission. La majorité des Etats a manifesté une certaine répugnance à soumettre la question du caractère arbitral à la Cour internationale de Justice. La nouvelle disposition leur offre donc le choix de saisir soit la Cour permanente d'arbitrage, soit la Cour internationale de Justice.

10. Le modèle de projet sur la procédure arbitrale représente une concession importante aux opinions exprimées par les gouvernements si on le rapproche des projets précédents sur la matière que la Commission du droit international a approuvés ou de l'Acte général de 1928<sup>5</sup>. Pour M. Scelle, les modifications apportées au modèle ne l'améliorent en aucune manière ; leur but est de le rendre plus facilement acceptable pour les Etats.

11. Il n'existe pas de pratique uniforme des Etats en matière de procédure arbitrale. Il n'y a aucune uniformité, même dans la pratique d'un seul Etat. Les questions que les gouvernements soumettent à l'arbitrage sont si importantes qu'il leur est difficile de s'en tenir à une forme type d'arbitrage valable pour tous les différends.

<sup>4</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, huitième session, Supplément n° 9*, par. 57.

<sup>5</sup> Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux. Voir Société des Nations, *Recueil des Traités*, vol. XCIII, p. 343.